

Master 2 Urbanisme et Territoire
Parcours : Environnement, paysages et territoires
Institut d'Urbanisme de Paris – Université Paris XII

Atelier Développement durable
2005-2006

Construction d'un référentiel pré-opérationnel de développement durable. Analyse bibliographique et retours d'expériences étrangers.

Partenariat Institut d'Urbanisme de Paris - Fondation pour le Progrès de l'Homme,
Responsable : FABUREL G.

Recueil d'expériences chinoises en matière de développement durable

Voyage d'études réalisé du 28 décembre 2005 au 6 janvier 2006

Participants : Jérémie Descamps (jeune sinologue), Antoine Dupont (géographe), Théodora Manola (architecte)

Rédacteurs de la note : Jérémie Descamps, Antoine Dupont, Théodora Manola
Aide pour la retranscription des interviews : Li Xiang
Date de l'écriture : Janvier 2006

Sommaire

Introduction - p.2

1. Les limites annoncées d'un développement contrasté - p. 3

1.1 « Miracles chinois », réformes économiques et urbanisation - p. 3

1.2 Constats et mesures : comment repenser le développement - p. 4

1.3 Les acteurs de la ville : qui sont les acteurs potentiels du développement durable - p. 5

2. Le développement durable au regard des acteurs de l'urbanisme chinois - p. 6

2.1 Rencontre avec Zhang Renbiao - p. 6

2.2 Rencontre avec Li Dexiang - p. 9

2.2.1 Théorie des neuf points - p. 9

2.2.2 Visite du bâtiment prototype écologique de l'Université Tsinghua - p. 11

2.3 Rencontre avec Zou Huan - p. 12

2.4 Rencontre avec Pascal Ternier - p. 13

3. Le développement durable au regard de projets urbains chinois - p. 15

3.1 La nouvelle ville de Xinjiangwan (Shanghai) - p. 15

3.2 Le projet urbain à proximité de la gare Sud de Shanghai - p. 18

3.3 Le site web sur la gouvernance de la Municipalité de Shanghai - p. 21

Conclusion - p. 23

Introduction

Partant du constat que la Chine est bel et bien à l'heure de la construction, il nous a semblé important d'aborder la question du développement durable sous l'angle de son urbanisation. Il est certain que ce pays bouscule les formes habituelles de développement urbain – en bien ou en mal, là n'est pas la question –, non seulement au niveau des formes proprement dites, avec des échelles bien plus importantes qu'en Europe, mais aussi au niveau de la conduite et des acteurs des projets. La protection de l'environnement semble être à l'heure actuelle un nouvel objectif fort du gouvernement chinois, confère l'instauration très récente d'un « PIB Vert » dans une quinzaine provinces chinoises¹, cependant encore difficilement mesurable en termes de statistiques. Ces dernières années, de nombreuses zones d'habitation ou "parcs" économique à teneur écologique ou environnementale fleurissent un peu partout, notamment sur le littoral, laissant à penser que le pays est décidé à repenser les conditions de son urbanisation et de son industrialisation, dont les dégâts sur l'environnement et le cadre de vie sont incontestablement immenses.

A travers le croisement d'expériences dans deux villes différentes, Pékin et Shanghai, nous avons souhaité observer autant la conduite de projets urbains, la logique d'acteurs à travers l'investissement des universitaires et des professionnels, enfin la démarche de développement durable à proprement parlé dans les projets. Le point central de notre petite enquête est de savoir comment s'expriment, à travers les modes de conception et de réflexion d'urbanistes, architectes et chercheurs chinois, les nouvelles préoccupations de l'Etat sur ces questions environnementales et durables. Par cette approche, quelle serait la définition globale ou les définitions du développement durable chinois aujourd'hui ? Nous avons cherché à savoir d'une part, comment s'expriment les acteurs de l'urbanisme sur les problématiques durables actuelles, d'autre part, comment les théories et les méthodes avancées se traduisent dans les projets urbains se réclamant environnementaux ou durables.

Au regard de cette double approche, nous avons sélectionné des acteurs concernés par le sujet et des projets à dimension environnementale à Shanghai et à Pékin. Grâce au soutien financier de la Fondation pour le Progrès de l'Homme et de l'Institut d'Urbanisme de Paris, et aux contacts de l'Observatoire de la Chine à l'Institut français d'architecture, nous avons pu nous rendre sur place afin de rencontrer nos interlocuteurs et avoir une vision plus concrète de ces projets en cours de réalisation. Nous avons ainsi effectué une dizaine d'interviews, relatés et problématisés en deuxième et troisième parties de cette enquête. Avant d'entrée dans le vif du sujet, il nous a paru nécessaire de passer rapidement en revue certaines des grandes problématiques actuelles du pays, afin de mieux comprendre les enjeux du développement durable. La deuxième partie de cette note se consacre aux acteurs de l'urbanisme et à leur approche du développement durable ; la troisième partie détaille les projets urbains que nous avons visités et leur pertinence environnementale et /ou durable.

¹ R. McGregor, F. Harvey, "Environmental disaster strains China's social fabric", *Financial Time*, 26/01/2006

1. Les limites annoncées d'un développement contrasté.

1.1. « Miracle chinois », réformes économiques et urbanisation

"Le développement chinois affole les boussoles, économique mais aussi écologique. Son formidable boom fait frémir les environnementalistes: et si, dans une génération à peine, les ressources énergétiques de la terre se révélaient insuffisantes? En révisant à la hausse [...] sa croissance en 2004 (+10,1 %, au lieu de 9,5 %), et en affichant un excédent commercial insolent (102 milliards de dollars en 2005, plus de trois fois celui de 2004), Pékin a relancé le débat sur la croissance, soutenable ou pas" (C. Losson, "L'Inde et la Chine prennent leur part", Libération, 14/01/2006). Les limites annoncées de ce développement contrasté – forte croissance sur le littoral et pauvreté à l'intérieur et à l'ouest du pays, forte croissance démographique et disponibilité des ressources, monde rural délaissé et monde urbain occidentalisé, adoption de nouvelles mesures environnementales et réalité de leur application, etc. – posent de vraies questions sur le "miracle chinois".

Ce "miracle", qui interroge autant qu'il effraie les pays occidentaux, prend sa source au début des années 80 lorsque Deng Xiaoping, alors président de la république populaire, lance de grandes réformes économiques dans un pays affaibli par près d'un siècle de guerres et d'errements politiques. L'amorce de ces réformes en profondeur annonce la mise en place d'une économie "socialiste de marché", sonnante le glas d'une économie jusque-là planifiée et centralisée calquée sur le modèle soviétique. La libéralisation du marché change peu à peu la donne, notamment en matière d'urbanisation. Jusqu'au début des années 90, le gouvernement central décide de l'utilisation des ressources et met au premier plan l'économie, qui se nourrit en grande partie de l'urbanisation. L'économie de marché renverse cette tendance en bousculant le système administratif, plaçant alors l'utilisation des ressources au service du marché, et non plus de l'Etat. "Alors que l'économie imposait sa loi sur la planification urbaine, c'est désormais l'inverse: l'aménagement urbain, la spéculation immobilière plus ou moins contenue, influence le développement économique." (F. Ged, Observatoire de la Chine à l'Institut français d'architecture, Rapport à la Mairie de Paris, 2005).

Rappelons par ailleurs que le pays connaît une véritable explosion démographique entre 1950 et 2000. On passe de 570 millions de personnes recensées dans les années 50, à près de 1,4 milliards de personnes au début du XXI^e siècle. A partir des années 80 la libéralisation globale du marché, l'industrialisation des campagnes et les mutations de fait que subissent les emplois agricoles poussent un nombre croissant de ruraux vers les villes. La priorité est donnée à la construction de logements, à la fois pour palier au manque criant de logements en milieu urbain et pour accueillir cet exode rural massif. Mais la privatisation du foncier mène bientôt à un partage sans concession des terrains constructibles, que se disputent des promoteurs souvent peu économes en ressources et peu soucieux d'un développement « harmonieux », intégrant par exemple la protection de quartiers historiques.

L'urbanisation ultra-rapide² et parfois chaotique que connaît le pays depuis le début des réformes est donc à la fois le fait de contraintes liées à la population (poussée démographique, exode rural) auxquelles il faut répondre d'urgence, le fait aussi d'une économie totalement débridée qui s'exprime à travers la libéralisation des marchés fonciers et immobiliers, que les autorités locales ont souvent bien du mal à contrôler. Ces quelques raisons suffisent à expliquer pourquoi les questions environnementales ont été si longtemps hypothéquées,

² Le taux actuel d'urbanisation en Chine est de 37 % ; l'Etat chinois compte renverser la tendance dans 20 ans pour qu'il atteigne 70 %.

pourquoi les pressions exercées sur les ressources naturelles restent si fortes aujourd'hui, pourquoi des pans entiers de villes, centre anciens sans valeur à première vue, disparaissent encore sous les roues des bulldozers.

1.2. Constats et mesures: comment repenser le développement

Très récemment, Pékin a commencé à revoir sa copie, se demandant si cette croissance était viable. Si en 2000 le gouvernement chinois assurait vouloir quadrupler son PIB d'ici 2020 – grâce à un taux de croissance jugé vital pour intégrer les ruraux et assurer la stabilité politique –, ce discours change en 2005. Le Parti semble en effet renoncer à l'idée de calquer son développement sur celui des pays riches et commence à regarder la question de la réelle "soutenabilité" de sa croissance. Car les limites de la Chine, notamment énergétiques, à ce rythme là, pointent à l'horizon. Si le pays continue « de copier le rêve américain »³, d'ici 2031, ses 1,45 milliards d'habitants prévus consommeraient l'équivalent de deux tiers de l'actuelle production mondiale de céréales et plus du double de l'actuelle production mondiale de papier... De même, si le parc automobile chinois, aujourd'hui troisième plus important au monde, poursuit sa croissance (15 % par an), ce sont 9 millions de nouveaux véhicules par ans qui pourraient circuler dès la fin de cette décennie (le nombre d'acquéreurs d'un véhicule représente aujourd'hui seulement 1,25 % de la population).

Conscient de telles limites, le gouvernement chinois tente (ce depuis une quinzaine d'années) de mettre en place des mesures ciblant la limitation des pollutions, le gaspillage des ressources et prône l'utilisation de nouvelles énergies, renouvelables ou autres. Cependant, maintenir une croissance économique élevée, nécessaire au développement du pays, reste l'objectif phare du gouvernement, qui souhaite pour autant voir la qualité du cadre de vie des ruraux et urbains s'améliorer. Cette dualité entre maintien d'une croissance à deux chiffres et amélioration sensible du cadre de vie est, pour nous, au cœur des interrogations sur le développement actuel et futur chinois.

La Chine commence à considérer la question de l'environnement sous l'angle institutionnel au début des années soixante-dix. Le Bureau pour la protection de l'environnement est créé en 1973, et le Code pour la protection de l'environnement naît six ans plus tard. La Chine ratifie en 1992 la déclaration de Rio et décide, sous l'égide de l'ONU et de plusieurs commissions nationales d'Etat, de la mise en place d'un Agenda 21 chinois. Quelques semaines après Rio, il est décidé de la formulation d'un "Livre blanc sur la Population, l'Environnement et le Développement chinois au 21^{ème} siècle". Une première version de l'Agenda 21 national voit le jour en avril 1993 ; elle se compose de 40 chapitres contenant plus de 80 programmes définissant les stratégies de développement durable à adopter ainsi que des politiques et schémas d'actions concernant aussi bien la population, l'économie, la société, les ressources et l'environnement. En 1994, après de multiples échanges entre experts chinois et étrangers des modifications sont apportées afin de préciser les objectifs de l'Agenda 21. En ressortent 20 chapitres mettant l'accent sur les problèmes majeurs allant à l'encontre du développement durable du pays.

Si, dans la pratique, l'impact de programmes tel que l'Agenda 21 national n'est pas totalement vérifié ni encore vérifiable, la volonté de l'Etat chinois de prendre à contre-pied les limites annoncées de son développement permet néanmoins au pays de faire en une décennie de gigantesques progrès, notamment dans sa gestion de ses ressources naturelles. Pour Mme

³ R. McGregor, F. Harvey, "Environmental disaster strains China's social fabric", *Financial Time*, 26/01/2006

Wang Jingrong, directrice de l'Administration en charge de l'environnement, « *la Chine a connu en juste deux décennies les problèmes d'environnement auxquels les pays développés ont été graduellement confrontés en plus d'un siècle [...] Mais la Chine étant toujours un pays en développement, son développement ne peut pas s'arrêter.* » (Le Monde - AFP, le 02/06/2005). Que l'Etat chinois exprime ce besoin urgent de changement à coups de slogans politiques tels qu' « *Edifier une société harmonieuse* » n'a aucune importance, si les résultats commencent à percer. A l'heure actuelle le pays serait par exemple, toute proportion gardée, le premier producteur d'énergies renouvelables au monde.⁴ Des normes environnementales plus contraignantes sont imposées pour les constructions immobilières et les promoteurs privés comme publics sont désormais sommés de répondre aux exigences plus normatives de l'Etat.

1.3 Les acteurs de la ville : qui sont les acteurs potentiels du développement durable

Entre 1996 et 2002, les décisions de l'Etat en matière de protection de l'environnement sont marquées par plusieurs faits majeurs: un plan sur dix ans (2000-2010) pour la protection de l'environnement est élaboré en 1996 ; la Chine signe le protocole international de Kyoto sur la limitation des gaz à effets de serre en 1999. Le Bureau pour la protection de l'environnement devient en 2002 l'Administration d'Etat pour la Protection de l'Environnement, équivalent d'un ministère de l'environnement, dirigé aujourd'hui par Mme Wang Jingrong. Le rôle de ce nouvel acteur institutionnel reste toutefois à minimiser, car il manque d'effectifs et de moyens suffisants pour mettre en place ses politiques : comparativement, l'Administration compte 250 membres pour un budget de 300 millions de Yuans, alors que son équivalent américain compte 18 000 membres et est doté d'un budget de 6 milliards de dollars⁵.

Pour le moment, d'autres acteurs sont amenés à jouer un rôle clé dans les actions en faveur de l'environnement et de l'amélioration du cadre de vie. C'est le Ministère de la Construction chinois (équivalent de notre ministère de l'Equipement) qui semble avoir la position la plus stratégique dans ces domaines. Le "Moc", par l'intermédiaire de ses différentes directions, réparties au niveau central et provincial, définit toutes les grandes orientations urbaines du pays, en établissant les schémas directeurs d'aménagements urbain et rural, en fixant les orientations sociales, les normes, les coûts de construction, etc. Au niveau local, il est représenté par les Commissions de la construction, qui s'intéressent depuis quelques années à la qualité environnementale et paysagère dans les projets urbains, et chargent les bureaux d'urbanisme locaux de produire des projets allant dans ce sens. Ces derniers s'appuient souvent sur un autre acteur incontournable de la ville : les grandes universités techniques du pays.

Elles produisent autant de la connaissance que participent en amont aux projets urbains (jouant un rôle plus prospectif). Le rôle des concepteurs issus des milieux universitaires technologiques et d'ingénierie, comme l'Université Tsinghua à Pékin et Tongji à Shanghai, est important à souligner. Des instituts de projets sont souvent rattachés à ces universités, ils reçoivent des commandes des municipalités et y répondent en tant qu'"agence indépendante". Cette profonde imbrication entre le milieu universitaire et la commande publique ou privée peut surprendre, dans la mesure où, en France par exemple, les écoles d'architectures ne sont

⁴ La Chine souffre surtout de son manque de ressources en pétrole et gaz, et de sa dépendance du charbon, qui représente aujourd'hui près de deux tiers de la production d'énergie. Pékin a choisi de jouer sur tous les tableaux les quinze prochaines années pour développer l'énergie nucléaire, solaire, éolienne et marémotrice.

⁵ Op. cit. *Financial Time*, 26/01/2006

pas sollicitées pour répondre à des commandes concrètes. La recherche et l'application directe au terrain est une réalité à ne pas sous-estimer dans la conduite des projets en Chine : ces concepteurs ont souvent une double, triple ou quadruple casquette (architectes/urbanistes/enseignants/chercheurs) et la théorie semble peu éloignée de la pratique, les deux se répondent et la pratique est même souvent au service de la théorie.⁶

Toutefois, si des avancées réelles s'opèrent dans les modes de production et de conceptions des villes et de l'architecture, notamment grâce à ce milieu universitaire très actif, les promoteurs immobiliers, publics et privés, règnent encore en maîtres absolus sur l'édification des villes chinoises. Les gouvernements locaux auraient bien du mal à contrôler le pouvoir exacerbé de ces enfants des réformes économiques. Les projets urbains, dans leur ensemble, doivent donc être d'abord entendus comme le résultat d'un jeu complexe d'acteurs, où les intérêts économiques des promoteurs priment souvent sur la qualité de l'ensemble bâti (architecture, espaces publics, prise en compte du patrimoine, etc.) et où l'intervention des pouvoirs publics restent peut-être trop aléatoires pour opérer un véritable contrôle.

Les acteurs potentiels du développement durable nous apparaissent ici clairement : ils ne sont pas tant issus de l'Administration d'Etat pour la Protection de l'Environnement que du Ministère de la Construction, des universités et de la sphère des promoteurs privés et publics.

2. Le développement durable au regard des acteurs de l'urbanisme chinois

Il nous a semblé important d'observer la position de certains acteurs de l'urbanisme chinois concernant les problématiques durables. Nous avons rencontré successivement des universitaires (chercheurs et praticiens) et des professionnels de ce domaine, ceci afin de mesurer les recherches et actions que chacun d'entre eux pouvaient mener dans la réflexion et l'élaboration de projets urbains.

2.1. Rencontre avec Zhang Renbiao

Doyen du département de Lettres et Droit de l'université de Tongji – Shanghai

L'entretien avec M. Zhang Renbiao, à l'université de Tongji de Shanghai avait principalement pour objectif de parler de la notion de développement durable en Chine dans une approche théorique. Cet entretien fut également l'occasion d'avoir la position d'un universitaire sur ce sujet.

L'université de Tongji est une des plus grandes écoles d'ingénierie chinoise, équivalant des écoles polytechniques françaises, avec l'urbanisme et l'architecture comme enseignements dominants. Récemment, l'université s'est ouverte à d'autres domaines tel que les sciences humaines, pôle qui reste néanmoins mineur, l'urbanisme restant largement prédominant. Elle tend à s'intéresser aux réflexions portées par le développement durable dans divers domaines tels que la philosophie, l'économie, les lettres ou encore le droit. La contribution de M. Zhang Renbiao, en temps que responsable de l'institut de sciences humaines, est principalement le fruit d'un travail de réflexion sur cette notion et sur le développement des villes. Cette réflexion est, à l'échelle de la Chine, une approche novatrice car elle ouvre des portes vers une pensée durable et cohérente. Il s'agit essentiellement de mettre en relation différentes

⁶ Il nous a donc semblé primordial de passer par les deux plus grandes universités chinoises agissant dans les domaines de l'urbanisme et de l'architecture (Tsinghua et Tongji) afin de comprendre également leur implication dans la conduite des projets que nous avons observés.

sphères universitaires, en sus des domaines de l'urbanisme et l'architecture, au service d'une nouvelle logique d'action globale.

La discussion fut fructueuse et surtout portée sur les enjeux actuels du développement urbain des grandes villes chinoises. Partant du constat d'une forte croissance urbaine, il fut nécessaire de faire une chronologie de ce développement en partant du contexte d'industrialisation et de densification des villes. L'urbanisation galopante des villes chinoises est à mettre en relation avec le développement industriel mais également avec les migrations du monde rural vers les métropoles. Selon la définition de M. Zhang Renbiao de l'urbanisation, celle-ci est une conséquence de la phase d'industrialisation de la Chine. L'urbanisation répond à une approche moderniste et doit être mise en relation avec le monde rural.

Dans le processus de développement économique et social chinois, l'une des conséquences de ce développement est l'industrialisation des campagnes. Les emplois agricoles subissent de profondes mutations, si bien qu'un nombre sans cesse croissant de ruraux vient gonfler le nombre de résidents urbains. Cependant, nombreux sont ceux qui sont maintenus aux marges de la Cité, comme ces millions de travailleurs migrants⁷ qui participent pleinement à l'édification des métropoles chinoises, mais qui n'ont pas encore possibilité de se sédentariser au même titre que les « *urbains d'origine urbaine* ». La relation ville-campagne est aujourd'hui avant tout quantitative, ce qui aurait tendance à accroître les rivalités et les disparités entre urbains et ruraux. Le flux ville-campagne est aussi un processus qui s'entretient lui-même: il contribue largement au développement urbain, tout en étant vital pour le monde rural (car la réduction du nombre d'emplois agricoles est compensée par le besoin de main d'œuvre sur les chantiers urbains, l'argent gagné par les migrants nourrit les familles restées à la campagne, etc.). Selon Zhang Renbiao, la question que doivent se poser aujourd'hui les chercheurs n'est plus seulement de savoir ce qu'apporte l'urbanisation aux populations en termes de quantité (accession à de nouveaux logements) mais surtout de savoir quelle qualité donner à cette urbanisation. Toute cette problématique amène à se poser la question du cadre de vie et de l'amélioration des relations entre les urbains et leur environnement.⁸

De ces questions découle la notion de développement de la Chine actuelle. Celle-ci doit assurer une meilleure prise en compte de l'environnement mais réfléchir aussi au rôle des acteurs de l'urbanisation des villes. Pour Zhang Renbiao, il n'est pas uniquement suffisant de penser en termes de développement urbain et de modernisation mais il convient pareillement d'assurer une bonne gestion des ressources (énergétiques, économiques et sociales) et de penser aux capacités de renouvellement de l'espace. Ces éléments appellent donc à une gestion durable des villes chinoises.

Au sein des universités chinoises, la notion de développement durable est admise par nombre de chercheurs et est élaborée en relation avec les volontés du gouvernement. Cependant, Zhang Renbiao nous a bien précisé qu'actuellement, la priorité du gouvernement chinois n'est pas systématiquement basée sur la réflexion. Il s'agit plus de recherche de techniques pouvant

⁷ "Mingong", littéralement "paysans-ouvriers", représentant un groupe d'environ 150 millions de personnes.

⁸ Il est intéressant de noter que l'Agenda 21 chinois met en avant ce problème de la relation ville-campagne et consacre son Chapitre 10 au "Développement durable des implantations humaines", en mettant en garde contre les méfaits certains d'une urbanisation exacerbée axée sur le quantitatif. Ainsi, les populations migrantes doivent aussi faire l'objet d'une attention particulière de la part des gouvernements locaux ; les nombreuses ressources naturelles hypothéquées du fait de ces nouvelles pressions sur les infrastructures doivent être prises en compte dans le processus de développement chinois, etc.

représenter une manne financière conséquente. Selon lui, il est nécessaire d'amener les acteurs locaux à une attention particulière sur les enjeux sociaux et environnementaux. Il s'agit également de dépasser l'aspect technique du développement durable et son pendant « environnemental » qui cherche principalement à résoudre des problèmes par des outils pratiques. De même, le rôle des promoteurs et concepteurs immobiliers dans la gestion des villes est, pour lui, un frein aux réflexions durables tant ceux-ci doivent satisfaire des contraintes économiques ne les incitant pas à une approche sur le long terme.

L'attention est également portée sur les problèmes sociaux actuels et futurs. La question des mouvements de population des campagnes vers les villes doivent, par exemple, faire l'objet d'une surveillance particulière tant ils représentent un enjeu pour les villes à court et à long termes. Sur le long terme, il est possible que les questions d'intégration culturelle qu'elles susciteront, si elles ne sont pas résolues, posent problème. Par exemple, pour le cas de Shanghai, une première génération de migrants s'est sédentarisée à la périphérie de la ville, créant un anneau composé d'une couche de population très défavorisée. Si cette première génération n'a pas aujourd'hui les moyens de revendiquer une quelconque ascension sociale, qu'en sera-t-il des deuxième et troisième générations. Zhang Renbiao ose même une comparaison avec les incidents de novembre 2005 dans les banlieues françaises, précisant toutefois que les revendications françaises découlent de « *problèmes identitaires, voire religieux, tandis que le contexte chinois oppose avant tout des modes de vie urbains aux modes de vie ruraux* ». L'importance est donc donnée de réfléchir aux préoccupations sociales d'une société multiculturelle en pleine mutation.

Globalement, le travail que recherche M. Zhang Renbiao et des universitaires doit appeler à concilier trois axes de réflexion :

- La relation entre les hommes et les techniques (est-il nécessaire de gérer durablement une ville uniquement grâce à des outils techniques ?)
- La relation entre les hommes et leur environnement (où se place la question de la qualité de vie dans les projets urbains ?)
- Les relations entre les hommes (il faut s'intéresser aux problématiques sociales contemporaines dans le but de minimiser les conflits et ségrégations futures)

Enfin, ce qu'il se dégage de cet entretien est principalement le fait que Zhang Renbiao cherche à bâtir une approche théorique du développement durable des villes chinoises. Cette approche ne doit pas se limiter aux domaines de l'urbanisme et de l'architecture mais au contraire s'étendre à des domaines plus larges comme la sociologie, l'économie, la culture, ... Il doit en ressortir un travail de concertation entre ces différentes spécialités et une mise en cohérence des réseaux universitaires. La transversalité est un des modes d'action du développement durable qui doit permettre une plus grande efficacité. De même, l'approche technique doit, selon lui, apparaître en second plan et n'offrir qu'une finalité à la réflexion.

Ces deux points nous ont été présentés comme primordiaux et représentent un défi que les chercheurs des différents départements de l'Université Tongji cherchent à relever. Ce travail passe par l'organisation d'ateliers et de réunions thématiques qui visent à décloisonner les différents interlocuteurs mais surtout à élargir les champs des connaissances. C'est, selon M. Zhang Renbiao, ce changement de modalité qui doit permettre de rompre avec l'influence forte de la sphère strictement urbanistique et de répondre aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux du développement urbain durable. Théoriquement, cette méthode de travail vise donc à rééquilibrer le rapport entre une approche quantitative et une approche qualitative.

2.2. Rencontre avec Li Dexiang

Architecte-urbaniste et directeur du centre international du projet écologique de TH-ZED – centre de recherche en architecture verte de l'Université Tsinghua –, professeur d'architecture et d'urbanisme

La rencontre avec le Professeur Li Dexiang, ancien doyen du département d'architecture de l'Université Tsinghua de Pékin, université équivalente de l'école polytechnique en France et renommée pour son département d'architecture et d'urbanisme, est particulièrement enrichissante à plusieurs niveaux. D'une part, cet éminent professeur, aux longues années d'enseignement et de recherches à Tsinghua, a pris conscience il y a quelques années de la nécessité d'ouvrir l'architecture à d'autres horizons. Depuis trois ans, il tient un rôle actif au sein de l'université dans l'avancée de la connaissance en matière de développement durable.

D'autre part, il met en place en 2005 un document de travail sur "l'architecture verte" destiné aux travaux des enseignants et des étudiants, destiné également à renseigner la sphère des promoteurs immobiliers publics et privés. La théorie qu'il met au point sur le développement durable s'inspire à la fois de la définition classique internationale telle qu'elle est définie dans le rapport Brundtland, et propose une adaptation au regard des problèmes actuels que rencontre la Chine dans son processus de modernisation. Autant les échelles de la ville que du bâti sont considérées. Sa théorie est complétée par des exemples concrets de mise en pratique, notamment au nord de Pékin dans le district montagneux de Zhongguancun ou à Shenyang dans le Nord-Est chinois. Enfin, M. Li Dexiang et son équipe d'enseignants-chercheurs ont mis au point un bâtiment "écologique-prototype" dans l'enceinte de l'université, à des fins de recherches et d'informations (point 2.2.2).

2.2.1 Théorie des neuf points

Les neuf points clés de cette théorie élaborée par Li Dexiang sont rapidement développés ci-dessous; il s'agit d'une traduction d'éléments largement conceptuels et à remettre dans leur contexte idéologique. La difficulté à se saisir de tels concepts n'est pas due tant à la langue qu'à un mode de pensée spécifique à la société moderne chinoise.

1. Point de vue scientifique du développement urbain.
 - Il est nécessaire d'analyser les capacités écologiques et les "traces" laissées par les dépenses énergétiques, dans le but de voir les possibilités de développement sur le long terme.
 - La recherche d'une diminution des consommations énergétiques en ville est également nécessaire.
2. Un système écologique harmonieux.

La ville doit développer un système écologique harmonieux au travers de la nature, de la société et de l'économie:

 - en créant un réseau écologique permettant l'équilibre et la préservation de biodiversité: nécessité de faire un état des lieux préalable en prenant en compte la nature existante dans l'urbanisme. La municipalité peut par exemple faire une étude sur une échelle de base de 8 Km², en reliant les zones protégées à l'intérieur de ce périmètre avec des plus petites zones de 1 Km² (au minimum). La Chine a souvent mis la priorité sur l'implantation d'équipements dans les projets urbains ; aujourd'hui on considère que le

réseau écologique doit faire partie intégrante de la première phase de réalisation d'une ville.

- en créant un réseau écologique "social": favoriser la mixité ainsi que la durabilité de la culture.
- en créant un réseau écologique économique mettant l'accent sur les modèles de développement scientifique (tel que l'écologie industrielle).

3. Une architecture écologique globale.

- Un bâtiment fait partie du réseau écologique, il est même considéré comme un "nœud" dans le réseau écologique, si bien qu'il est nécessaire de penser à l'ensemble dans lequel il s'intègre au moment de sa construction, et non uniquement au bâti lui-même.
- La totalité de la vie d'un bâtiment, c'est-à-dire du début à la fin de son utilisation, doit être prise en compte au préalable, afin d'anticiper sur les économies d'énergie possibles, le recyclage des matériaux après destruction, etc.
- Il faut calculer la pression que le bâtiment exercera sur le tissu urbain et réfléchir à des solutions pour compenser ces pressions. Le choix du terrain est très important, notamment car la Chine construit encore des villes entières et non simplement des parcelles.
- Enfin, les ressources sont limitées, il faut donc veiller dans les zones d'habitation à l'utilisation efficace et la préservation de ces ressources.

4. L'écologie comme une priorité pour la ville.

- Le seul moyen de préserver un équilibre écologique harmonieux en milieu urbain est de donner la "priorité à la nature", car le réseau écologique est aujourd'hui extrêmement faible, alors que c'est justement lui qui permet aussi à l'homme d'exister et de se développer.
- Dans le processus de construction urbaine, un système ou réseau écologique de sécurité doit absolument être défini préalablement, avec une place prépondérante dans la ville.

5. "Chaque lieu est unique".

Des stratégies sont à élaborer en fonction du lieu, en considérant ses données climatiques, géographiques, démographiques, culturelles, etc.

6. Les techniques locales

Dans la construction, il faut souvent passer par de nombreuses stratégies écologiques avant de parvenir aux objectifs fixés. Pour cette raison, il est nécessaire de faire appel à des techniques positives et naturelles en priorité (ventilation naturelle, serres, etc.) pour petit à petit tendre vers l'utilisation d'autres techniques plus élaborées et plus coûteuses (panneaux photovoltaïques, énergie de l'éolien...). C'est une manière d'économiser, d'être efficace, et même d'inventer de nouvelles formes originales d'espaces.

7. Environnement de l'habitat.

- Chaque chose revêt sa propre particularité. La clé réside en ce que nous pouvons dynamiser ou positiver: en évitant les contradictions majeures, en faisant ressortir les points positifs à l'échelle locale tout en transformant les facteurs négatifs, et ainsi aspirer à un développement favorable de l'habitat.
- Dans le processus de développement, le système et réseau écologique doit pouvoir engendrer la création d'un espace intermédiaire naturel protégé entre l'homme et la ville.

- Il faut également réhabiliter les vieux centres, renouveler le bâti ancien;
- Il est nécessaire de favoriser le principe de reconversion économique et encourager la protection de l'environnement en diminuant le quantitatif au profit du qualitatif, en augmentant le recyclage et en encourageant la réutilisation de l'existant.

8. Rapprochement des disciplines scientifiques, collaboration de tous les acteurs de la ville.

- Au niveau technique, il faut favoriser les collaborations entre les différentes filières, construire collectivement un habitat à haute qualité écologique et environnementale.
- Au niveau social: il faut stimuler la conscience environnementale des citoyens, favoriser cette conscience par la participation, encourager la population à prendre en compte les besoins de protéger l'environnement, changer les modes de vie, notamment en limitant la consommation abusive des ressources naturelles (eau, chauffage...), enfin bâtir une nouvelle culture écologique.
- Dans cette construction écologique, le rôle de l'architecte est primordial, il a une position d'intermédiaire et fait la synthèse de toutes les exigences pour atteindre cet objectif écologique;

9. Nouvelles valeurs de la culture urbaine

Ces nouvelles valeurs de la culture urbaine s'acquièrent à travers l'idée d'une mise en place collective d'un environnement harmonieux. Pour cela, il faut:

- populariser le développement durable;
- réaliser la formation d'une société harmonieuse;
- promouvoir le modèle de reconversion économique;
- favoriser le processus d'édification de la ville écologique.

Un élément supplémentaire dynamisant, le principe esthétique, vient s'ajouter pour atteindre cet objectif d'une construction urbaine écologique.

Ces neuf points présentent une approche et méthodologie nouvelles au service de l'architecture verte qui commence à s'affirmer comme une discipline à part entière. L'échelle des projets en Chine est vaste, si bien que l'échelle du bâti chinois correspond déjà à une réflexion à l'échelle urbaine. Le niveau d'intervention de l'architecte est donc souvent confondu avec celui de l'urbaniste. Pour cela, la méthode proposée est vraisemblablement applicable à de nombreux projets, et M. Li espère bien la voir appliquer dans la gestion future des villes.

2.2.2 Visite du bâtiment prototype de l'université de Tsinghua

Dans l'enceinte de l'Université Tsinghua, Li Dexiang et son équipe ont élaboré un bâtiment prototype à dominante « écologique ».

Ce bâtiment a deux vocations principales. D'une part, il sert comme « modèle » d'exposition à des fins d'information aux chercheurs, promoteurs et constructeurs. Par le biais de cet ouvrage, l'équipe de recherche de l'université Tsinghua contribue à sensibiliser tant les chercheurs, enseignants et étudiants que les professionnels de la construction et des promoteurs aux questions de l'utilisation de nouvelles ressources dans la construction. Un exemple d'application simple, peu coûteux, fonctionnel et surtout réussi est offert à tous ceux qui voudraient appliquer ce type de conception. Le rôle de l'université d'information et de

sensibilisation est très important contenu de son statut dans la société chinoise. D'autre part, le bâtiment écologique est un lieu de recherche opérationnelle et d'apprentissage pour les étudiants et les chercheurs-architectes qui en enrichissent constamment le contenu. Il faut noter que c'est à la fois le statut privilégié de l'université de Tsinghua et la double fonction des chercheurs-architectes qui permettent la conception et la réalisation de ce type de projets.

Le bâtiment nous renseigne également sur l'approche fortement axée sur l'évolution de la technique et son application concrète souhaitée par les chercheurs. Effectivement, le bâtiment prototype regroupe plusieurs techniques de pointe, notamment en matière de gestion des énergies: chauffage, éclairage, ventilation naturelle, traitement des eaux grises, cultures végétales en toit-terrasse. Certains procédés « de bon sens », comme la ventilation naturelle, sont présents mais ne sont pas ceux mis en avant par l'équipe ; d'autres, comme le choix de matériaux peu nuisibles à la santé, ou l'orientation, ne sont pas explorés. Le bâtiment, malgré la simplicité des méthodes utilisées, vise avant tout à la diffusion de pratiques issues de l'avancée technologique en matière environnementale. Malgré la part prépondérante de la technique dans le projet, les architectes-chercheurs de l'université essayent d'adopter une réflexion prenant en compte tant l'aspect technologique que conceptuel. La visite du bâtiment prototype avec M. Li Dexiang nous a donné une vision beaucoup plus globale et concrète de la place que tient l'architecture écologique chinoise dans la recherche universitaire.

2.3. Rencontre avec Zou Huan

Architecte et professeur à l'Université Tsinghua de Pékin

Le souci du cadre de vie, préoccupation relativement récente en Chine, se traduit également par une nouvelle approche du patrimoine. Officiellement, la Chine semble s'être engagée dans une politique de conservation de sites historiques (officiellement depuis 1985). Cette prise de conscience, on peut le dire, assez lente et très inégale, dépend largement de l'action des pouvoirs publics au niveau local. Le patrimoine et sa place dans la ville contemporaine sont une problématique existante depuis fort longtemps en Occident⁹. En Chine, la préoccupation de la protection d'un patrimoine historique, et notamment urbain, n'apparaît que récemment, des destructions de morceaux entiers de ville ayant encore lieu aujourd'hui. La ville de Pékin aurait ralenti son appétit destructeur depuis un an. Dans le milieu universitaire, les opinions allant à l'encontre de ces destructions existent depuis fort longtemps. Résultat de cette prise de conscience, en 2000, une loi est votée suite à une proposition de la part des universitaires architectes et urbanistes. En 2001, 25 quartiers traditionnels pékinois (quartiers des Hutongs) sont classés « à protéger » ; en 2003 11 quartiers de plus rejoignent la cette liste.

A Shanghai, après avoir joué la carte de la table rase pendant 15 ans, les autorités locales reconnaissent que le moment est venu de restaurer : 50 000 logements ont déjà été réhabilités et certains entrepôts industriels longeant la rivière dépolluée Suzhou, sont réhabilités, à l'image de l'ancien moulin GreekArt, transformé en centre culturel. Il est aussi question de réhabiliter, dans les ex-concessions, les lilongs, quartiers shanghaiens traditionnels côtoyant les immeubles de 50 étages. Sur le plan législatif, une carte de douze quartiers à protéger existe depuis peu. Dans plus de 50% de ces espaces, des analyses à la française (« à garder, à démolir, à restaurer ») ont été effectuées. Le gouvernement a déjà validé les projets sur deux

⁹ La conscience d'un héritage à sauvegarder apparaît dès la Renaissance avec la redécouverte de l'Antiquité grecque et latine par les humanistes ; la notion de patrimoine proprement dite ne prend forme qu'au XIX^{ème} siècle.

secteurs. En juin 2005, 30 sites dans les environs de Shanghai étaient également en cours d'études.

Ces faits semblent confirmer qu'une politique patrimoniale est amorcée et appuyée depuis peu par des mesures concrètes. Notre interlocuteur insiste sur le fait que, malgré la réponse tardive du gouvernement et les trop nombreuses démolitions qui ont déjà eu lieu, cette politique est un pas en avant vers la reconnaissance d'une partie de l'histoire chinoise ; ceci malgré les demandes fortes d'espaces constructibles. La volonté d'application de cette politique du patrimoine chinois est, pour les universitaires un combat sur plusieurs niveaux : culturel, sociologique, économique.

Il faut néanmoins noter que la mise en avant du patrimoine historique et de sa préservation a pour but d'enrichir l'image de la Chine actuelle, les enjeux économiques et même touristiques pouvant être avancés. Parallèlement, cette politique montre aussi une approche plus sociale. Rendre salubres les différents quartiers anciens est une préoccupation à laquelle s'est attelé le gouvernement chinois. Une grande partie de la population urbaine de ses quartiers vit dans des conditions difficiles ; le manque d'eau courante et d'installations sanitaires sont des points noirs des quartiers anciens. Dès lors, la rénovation n'a pas seulement pour objectif de sauvegarder du patrimoine mais aussi de revenir à des conditions sanitaires plus acceptables. Ainsi, à Pékin, il n'est pas rare de voir, au sein même des quartiers de Hutongs, des installations sanitaires collectives neuves et largement utilisées par les habitants.

On constate que l'Occident et la Chine sont loin d'avoir les mêmes problèmes mais, ils rencontrent les mêmes problématiques dès lors qu'il s'agit de marier des éléments du passé et le futur développement d'une ville. Le problème de la gentrification de ces quartiers historiques n'épargne pas la Chine. Le patrimoine semble devenir le nouveau luxe des « gagnants » de la croissance économique. Les quartiers sont par endroits réappropriés par des populations ayant des capacités financières nettement plus élevées que les occupants initiaux. Ceux-ci, face à l'augmentation des prix de l'immobilier occasionné par les réhabilitations, ne peuvent subsister dans de tels lieux et se trouvent obligés de quitter les quartiers anciens.

Cependant, suite à l'emboisement de plusieurs quartiers réhabilités, le gouvernement chinois a exprimé le souhait de conserver une certaine « mixité » dans ces quartiers. Là encore, il est possible de faire le parallèle entre le grand combat mené depuis plusieurs décennies en Europe sur le thème de la mixité/patrimoine et celui que semble avoir entamé la Chine aujourd'hui.

Malgré la prise de conscience au niveau étatique et universitaire, il reste encore difficile de faire face aux promoteurs, à l'appétit gargantuesque de terrains et de gains. Dans le conflit préservation/développement, le deuxième semble l'emporter. Mais peut-être plus pour longtemps.

2.4. Rencontre avec Pascal Ternier

Architecte-urbaniste, représentant de l'Agence d'architecture et d'urbanisme AP3 en Chine

Cette rencontre avait principalement pour objectif d'obtenir le point de vue d'un français vivant et exerçant son métier d'architecte en Chine depuis plusieurs années. Pascal Ternier est le représentant de l'agence AP3 en Chine depuis 8 ans. AP3 est une agence d'architecture et d'urbanisme implantée en France (Paris) et en Chine (Pékin). C'est une

structure trilingue (français, anglais, chinois) qui réalise des projets aussi biens publics que privés à toutes les phases et dans leur globalité (de la conception à la réalisation).

Les fondateurs de l'agence (Pascal Ternier et Yann Rault) partagent une même vision de la réalisation d'un projet : « *mettre en place des solutions écologiques dans le respect du site, de la culture et des usages locaux tout en associant les partenariats et les intervenants dans l'acte de création* ». De fait, la prise en compte de la culture locale, de l'histoire de la ville, de la protection de l'environnement et de l'écologie comme point de départ pour la conception de tous leurs projets se veut un principe fondamental de l'agence. Elle se traduit dans les projets par la qualité des espaces, de l'esthétique et de l'usage. L'équipe pluridisciplinaire de l'agence (architectes, urbanistes, ingénieurs, paysagistes) constitue son atout principal. AP3 répond aux marchés internationaux et notamment chinois depuis 1996.

Pour Pascal Ternier, l'approche du développement durable en Chine et en France son fondamentalement différentes. Principales raisons de cet écart : les échelles d'espaces et de temps totalement incomparables ; l'écart entre les besoins de deux populations ainsi que les cultures locales étant très différentes. La Chine exprime depuis quelques décennies un potentiel de développement faramineux qui s'il n'est pas géré tendanciellement provoquera des problèmes majeurs tels que des pollutions généralisées ou des ruptures énergétiques à l'échelle de villes entières. Selon notre interlocuteur et sans jeu de mots, le développement durable est, pour les Chinois, « *un développement qui dure* ». Il veut dire par là que la Chine, malgré les difficultés sociales ou bien environnementales créées par le progrès, doit avant tout continuer à se développer à ce rythme-là.

Il constate pour autant une évolution de la culture chinoise, du moins celle de l'Etat, vers la recherche d'un développement durable. Dans son domaine, cette évolution se traduit par la mise en place des normes sur le bâti ainsi que par certains processus de privatisations des secteurs, auparavant étatiques. Selon lui, par exemple, la privatisation du chauffage permettra une prise en compte rapide du coût de l'énergie qui pourrait éventuellement déboucher à une sensibilisation environnementale de la population. Dans le domaine de la sensibilisation du public, on constate quelques avancées. A titre d'exemple, les livres scolaires, qui, au travers de neuf points principaux, expliquent comme devenir un bon citoyen, depuis peu conseillent dans un dixième point sur les moyens de « respecter l'environnement ».

En ce qui concerne l'aspect social, le tableau est bien plus sombre. En dehors d'idées grandement exprimées dans les cahiers des charges des projets à budgets moyens et élevés, aucun effort réel n'est constaté dans le domaine de l'urbanisme et de l'architecture. Il assume le fait que leur agence, de culture occidentale, ne s'intéresse pas à cette problématique. Les raisons sont principalement politiques, car selon lui, le sujet est d'une part encore sensible en Chine, d'autre part parce que cet axe de réflexion ne fait pas partie des attentes des commanditaires.

Selon lui, le bilan est tout de même positif, constatant que le peuple chinois "va vite, comme pour tout". Il considère que la prise en compte de l'environnement et du développement durable par le gouvernement, qu'il situe entre 1997 et 2000, montre une évolution très rapide, et peut-être bien plus rapide qu'en Europe.

3. Le développement durable au regard de projets urbains chinois

Suite à toutes ces remarques et axes de réflexions avancés par nos interlocuteurs, il convient de voir, à travers quelques exemples qui nous ont paru significatifs, comment ces idées se traduisent dans l'élaboration de projets urbains. Sont présentés ci-après, des projets menés par des acteurs différents (étatiques, universitaires, privés ou en partenariat entre ces trois parties).

L'objectif d'une telle observation est de voir si ces projets intègrent la notion de développement durable ou bien s'ils ne privilégient qu'une approche environnementale ou communicationnelle.

3.1. La nouvelle ville de Xinjiangwan (Shanghai)

Visite du site le 28/12/06 accompagné de **M. Ge Qing**, ingénieur en chef du projet de la nouvelle ville de Xinjiangwan

Le site

Le site de Xinjiangwan se situe au nord du centre historique de Shanghai (Quartier de Puxi). Il s'agit d'un espace de 900 hectares au bord du fleuve Huangpu, sur le quartier de Jiangwan (le préfixe « xin » signifiant « nouveau » en chinois). Par son implantation, il représente la troisième phase de développement de la ville après le centre historique de la ville et le quartier de Pudong qui a émergé au milieu des années 1990. Xinjiangwan est donc un projet important pour la municipalité de Shanghai, dans sa volonté de croissance et modernisme.

A l'origine, le site est un terrain militaire récupéré par l'armée chinoise en 1946. L'utilisation des terrains est partagée entre un aéroport militaire (créé en 1931 par l'armée japonaise occupante) et une zone de stockage de matériel explosif. Un endiguement protège le site des inondations du Huangpu mais une partie est conservée à l'état de marécage pour l'entrepôt des armes. En 1994, l'activité militaire et la présence humaine cessent, assurant un développement sauvage de cette zone humide et l'apparition d'espèces faunistiques et floristiques écologiquement intéressantes.

Les objectifs.

Les terrains sont acquis par la municipalité de Shanghai en 1996 en vue du vaste projet qu'est la nouvelle ville. L'état initial du site, réalisé par Lu Jianjian, professeur d'écologie à l'Université normale de Chine orientale en 2001, montre un espace en friche mais surtout de bonnes potentialités écologiques. Le rapport donné à la Mairie de Shanghai montre les risques d'une urbanisation du site, l'impact sur cette zone marécageuse qui « *fonctionne comme un poumon et un rein pour Shanghai ; elle filtre l'eau du Huangpu et assainit la nappe phréatique* ». Le rapport propose de limiter le secteur constructible afin de conserver le marécage.

La réflexion qui suit est portée par la municipalité qui, en plus d'une opportunité foncière, y voit la possibilité de répondre à des critères de développement du projet basé sur une prise en compte environnementale et de « développement durable ».

Ces deux critères sont les axes forts communicationnels de la nouvelle ville et sont présentés, par les porteurs du projet, comme une réflexion globale répondant aux exigences internationales d'adapter les logiques d'urbanisme de Shanghai à la prise en compte durable de l'environnement.

Le projet, la programmation et les acteurs

Le projet est porté conceptuellement par un certain nombre de grandes idées qui, dans une optique communicationnelle, doivent appuyer les réalisations : aménagement, démarche de projet, planification écologique, culture, cadre de vie, stratégie, respect de l'environnement, etc.

Concrètement, il s'agit d'aménager les 900 ha en un ensemble urbain fonctionnel accueillant d'ici 2015 :

- 80 000 logements (« à prix accessibles »),
- des équipements publics (métro, écoles, universités, centre culturels, espaces de loisirs et de détente,...),
- des activités économiques (un centre d'affaires et services aux personnes)
- des administrations
- des espaces verts paysagers

La conduite du projet répond également à une logique adaptée. L'Etat, représenté par la municipalité de Shanghai, est l'instigateur des réflexions sur le site. Cependant, l'aménagement du cadre global du site est accordé à l'entreprise Chengtou, entreprise d'Etat propriétaire des terrains et chargé de la réalisation des infrastructures publiques (réseau viaire, système d'assainissement, ligne de métro, traitement paysager et équipement public et habitat). La réalisation de ces éléments a été pensée suivant une planification chronologique : réalisation des équipements souterrains (réseaux divers, métro), aménagement du sol et enfin création des équipements terrestres.

Chengtou est donc, par l'entremise de l'Etat, l'interlocuteur privilégié auquel les concepteurs (promoteurs et architectes-urbanistes) doivent, en toute logique, proposer des solutions techniques innovantes et en accord avec l'esprit du projet. L'accent est porté sur l'apport de méthodes et outils écologiques dont doivent tenir compte les réalisations : panneaux solaires, énergie éolienne, système écologique d'assainissement, etc., chaque projet foncier devant apporter la recherche d'un « urbanisme écologique ».

Visite du site

Lors de notre visite, il nous a été présenté deux équipements du projet. Tout d'abord, le centre culturel, dont la construction était à peine achevée lors de notre rencontre. Il s'agit d'un bâtiment d'architecture contemporaine. Cette infrastructure devra accueillir prioritairement la population de Xinjiangwan et répond à la règle établie par Chengtou d'avoir, pour chaque habitant, la possibilité de profiter de l'ensemble des équipements municipaux du site à moins d'un kilomètre de chez soi. Mis à part une présentation de différentes salles et parties du centre, nous n'aurons que très peu d'informations sur le type de public (catégories sociales) visé par l'opération.

D'un point de vue critique, nous avons été étonnés par la qualité des réalisations. Le bâtiment est globalement très réussi mais l'observation de détails (tels les revêtements utilisés, le manque d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduites) ou encore l'absence d'informations sur la programmation culturelle, nous ont surpris. De même, lors de la visite, il apparaît clairement que l'utilisation de procédés d'architecture écologique ou de gestion des énergies n'est pas au centre de la réflexion sur le bâtiment.

La visite du centre, nous a cependant permis d'observer, depuis sa terrasse, une partie du parc paysager proche, à vocation de loisirs et de détente. Réalisé en quasi-totalité dans cette partie du site, le parc comporte une promenade le long des canaux artificiels, de vastes espaces de pelouses mais surtout les éoliennes disséminées tout au long du site. Celles-ci sont de petites tailles et nous nous sommes posé la question du choix de leur implantation. Toutefois, notre interlocuteur n'a pu nous répondre. De même, depuis cette terrasse, nous avons pu voir l'utilisation de panneaux solaires sur le toit de bâtiments proches. Ce sont les seules traces visibles d'une utilisation de procédés écologiques de gestion des énergies que nous avons pu voir à Xinjiangwan.

Ensuite, la visite nous a menés à la réserve naturelle (New Jiangwan Ecological Exhibition Center). Elle se situe à l'endroit de l'ancien marécage. C'est un espace clos et interdit au public, délimité par les nouvelles avenues du site et, à l'entrée, par le musée de la réserve. Celui-ci offre une barrière physique entre l'espace urbain et la zone préservée. Le musée est, avant tout, un espace pédagogique et agréable, où l'on peut, d'un belvédère, observer une partie de la réserve. Le musée comprend des documents pédagogiques scientifiques simples, où le visiteur peut se renseigner sur la réserve ainsi que sur les espèces animales et végétales présentes ou réintroduites sur le site.

Globalement, il apparaît que cette réserve, isolée au cœur de la future ville, est un exemple fort de la prise en compte environnementale et des volontés du projet. Son caractère incongru, du fait de sa localisation, en fait un site « paradoxal » dans le sens où l'on peut le percevoir comme une justification de l'écologie générale du projet ou bien comme une occasion offerte à la nature de s'intégrer à ce vaste ensemble urbain.

Après ces deux visites d'exemples du site, M. Ge Qing nous a accordé un entretien, où nous avons pu discuter sur la logique globale du projet, sur les exigences de la municipalité et sur la stratégie adoptée.

Il apparaît, après analyse, que le projet de Xinjiangwan, vaste site de construction d'une ville de 80 000 habitants, semble avant tout un projet de « vitrine » pour la municipalité de Shanghai. Les terrains représentent bien une opportunité foncière pour la ville mais, en contre-partie, il n'a pas été évident, pour nous, d'apprécier l'approche environnementale avancée. Il s'avère vraisemblablement, que Xinjiangwan est un projet où les enjeux financiers dépassent les enjeux environnementaux. Malgré une maîtrise d'ouvrage publique, la logique recherchée par l'Etat est d'assurer un développement économique fort sur cette nouvelle extension de Shanghai et d'obtenir de forts bénéfices. L'approche environnementale et durable, qui nous avait attiré vers cette expérience, ne montre pas une réflexion aboutie *in situ* ou du moins exigeante des lignes-guides du projet. De même, au regard de la question même du développement durable, il apparaît que la démarche, telle qu'elle nous a été présentée par l'ingénieur en chef, est au centre des réflexions imposées par l'Etat et Chengtou aux promoteurs. Toutefois, les réponses aux questions que nous avons pu soulever à l'ingénieur sur la notion ont été plutôt incertaines et évasives.

Xinjiangwan est surtout un projet de ville nouvelle, porté « officiellement » par des enjeux d'une bonne prise en compte environnementale mais dont les enjeux financiers prédominent. Il semble, de prime abord, que l'intégration de mesures environnementales est, en réalité, une véritable difficulté en Chine ; ceci pouvant relever du fait que le poids des promoteurs et concepteurs immobiliers pèse lourd dans les orientations des projets et que leurs impératifs économiques justifient un évitement de tels procédés (de réputation coûteux et ne permettant

pas un retour sur l'investissement rapide). Il est donc possible de croire que l'influence de l'Etat Chinois, malgré une volonté « apparente », est limitée face aux marchés immobiliers.

Soulignons toutefois que Xinjiangwan est un projet novateur et qui contribue, d'une manière non encore achevée et acquise, à l'émergence d'une prise en compte de l'environnement dans les projets urbains. Son ambition se place dans une optique largement démesurée ; les concepteurs cherchant, sur certains éléments, à "imiter la nature" voire même à la "dépasser". Ce projet est à mettre en comparaison avec la multitude de projets en œuvre à Shanghai (toutes échelles confondues) et doit, toutefois, être vu comme une nouvelle voie de l'urbanisme. Xinjiangwan est, en ce sens, une vitrine/exemple d'une nouvelle forme de conduite de projets pour le reste de la ville. Il est cependant dommageable que son application concrète ne soit pas optimale, malgré la présence d'une volonté étatique forte.

3.2. Projet urbain à proximité de la future gare Sud de Shanghai

Interview de Marie-Perrine Plaçais et Yen Shuxin (architectes-urbanistes, Studio 6 Tongji).

Situé à proximité de la nouvelle gare du Sud à Shanghai, dans le district de Xuhui, ce projet de centre d'affaires et de commerces consiste à définir à la fois un concept de planification, des directives et un schéma directeur pour le développement d'un nouveau secteur de 44 hectares. Le site est actuellement divisé en trois unités urbaines. C'est un projet très important pour le développement du district et pour la ville dans sa globalité. C'est la raison pour laquelle le gouvernement de la municipalité de Shanghai a mis en place une liste d'objectifs à atteindre :

1. Créer un secteur "modèle" valorisant l'image de Xuhui. Le projet doit être exceptionnel et différent de ceux des autres secteurs de la ville, existants ou futurs.
2. Mettre en place un programme ambitieux et attractif avec des fonctions mélangées, en intégrant bureaux et bâtiments commerciaux.
3. Créer un espace convivial, d'une qualité environnementale et paysagère élevée.
4. Offrir un grand espace public, accessible à tous les habitants de la ville et communautés locales proches, pour la promenade, les loisirs et la détente.

Le site présente plusieurs avantages:

- Le site s'inscrit dans un lieu stratégique, à côté de la nouvelle gare sud de Shanghai. Cela offre une occasion exceptionnelle pour que le district puisse changer son image en développant un secteur d'utilisations mixtes d'une grande qualité. C'est un enjeu important pour Shanghai car cet espace est une entrée de ville (porte sud de Shanghai)
- L'obligation de préserver un couloir vert (due au passage souterrain du métro) est une opportunité de donner une dimension environnementale et écologique à ce nouveau pôle de développement et de pouvoir ouvrir le site au public.
- Le grand espace vide existant, du à la ligne ferroviaire et aux routes élevées qui entourent le site, rend l'espace visible de loin dans la ville.
- Les différents niveaux existants (routes souterraines et en surplomb, le niveau du sol, etc.) offrent une certaine richesse au site.

Mais aussi certains désavantages:

- L'image de cette partie de Xuhui (et des environs des gares en générale) n'est pas positive.

- Beaucoup de frontières et de limites infranchissables séparent les trois entités urbaines.
- La nouvelle gare est isolée par rapport aux terrains environnants et les différents transports en commun ne sont pas bien connectés avec le site.

Un concept fort pour un site important : une "forêt urbaine"

Puisque les trois unités sont divisées et couvrent une superficie importante, comprenant les vides de la route et de la ligne ferroviaire élevées, la mise en place d'un plan directeur particulier est nécessaire pour optimiser cet endroit stratégique.

Pour chaque promoteur, il sera plus efficace d'utiliser pour la promotion de son projet, l'identité exceptionnelle du nouveau secteur (facilement identifiable et attractive) partout dans la ville, mais également créer une identité particulière au site. L'intérêt est de penser les trois unités en tant qu'entités propres et de leur donner une image collective forte. Cela contribuera davantage à la nouvelle image du quartier qu'à un concours de tours de plus en plus hautes et extravagantes.

Le secteur doit tirer profit de la préservation du corridor vert, imposé par le passage souterrain. Ce dispositif original doit être développé afin de remédier au manque d'espaces verts dans la ville, de répondre à l'objectif de qualité environnementale et paysagère, mais également de valoriser l'image du secteur. Un parc arboré urbain à différents niveaux peut permettre d'atteindre ces trois objectifs. Ce nouveau secteur "vert" constituera un lien entre les deux parcs existants, et ainsi, créera un réseau vert logique dans la zone de Xuhui. Une passerelle piétons, traversant la ligne ferroviaire, reliant les trois unités devrait être également créée. Ensuite, mélanger les fonctions des bâtiments peut permettre des utilisations diverses du secteur.

La "forêt urbaine" développée sur trois niveaux différents (le sol et les toits des bâtiments de R+1 et R+2) offre la possibilité de promenades urbaines en divers lieux. Cette approche remet en question la place des espaces publics « classiques » en donnant une liberté d'accès à la population à des endroits de propriété municipale mais aussi privés.

Vue comme un sport urbain, le concept de "trekking" entre ces différents espaces à plusieurs niveaux doit permettre aux usagers de rester dans la ceinture verte centrale ou de choisir leur propre manière d'investir l'espace.

Pour avoir une image d'ensemble cohérente et reconnaissable, la mise en place de certaines règles a semblé nécessaire aux concepteurs du projet. En premier lieu, l'utilisation des toitures qui deviennent une cinquième façade traitée avec autant de soin que les quatre autres. Leur utilisation permet un gain de surface au sol et la présence de plus d'espaces verts. Ils permettent également de participer à une nouvelle approche des espaces du public. En second lieu, la création des patios privés, semi-privés ou publics offre des espaces ouverts qui créent une liaison entre la surface au sol (le Rez-de-chaussée) et les différentes activités au niveau des sous-sols.

La totalité de l'espace est donc pensée en plusieurs dimensions, plus en 3D qu'en plan à plat. Ceci représente une façon intelligente d'occuper des espaces diversifiés et de créer un projet remarquable.

Les matériaux et les végétaux sont également pensés à l'échelle globale du site, ceci afin de créer une trame architecturale et paysagère d'ensemble.

Globalement, le projet est intéressant grâce à sa qualité conceptuelle et sa préoccupation paysagère, mais est également appréciable par sa conduite de la programmation particulière. La démarche propose la mise en place de nouveaux procédés de concertation entre les différents départements relevant du gouvernement local (bureau de l'urbanisme, de la culture, des loisirs, de l'environnement...) et les promoteurs privés en charge de l'opération : deux sphères d'ordinaires peu enclin au débat sur l'espace public. Les départements municipaux rassemblés ont donc du jouer du compromis afin que chacun puisse exprimer ses exigences; celles-ci étant habituellement déséquilibrées entre celles émanant des secteurs d'Etat en charge de l'urbanisme et, par exemple, celles émanant des départements de la culture et des loisirs. Les départements qui ont normalement un poids conséquent dans les décisions (service de l'urbanisme) se sont au début sentis lésés dans leur pouvoir mais tout le monde s'accorde à dire que l'équilibre trouvé augmente au final considérablement l'efficacité de la mise en œuvre du projet.

Dans les procédures habituelles, le gouvernement met en place le programme, partage les terrains, sans nécessairement fixer de règles communes pour l'ensemble du projet. Ces terrains sont ensuite vendus à des promoteurs privés. La pratique veut que le promoteur essaye par tout moyen de gagner le plus d'espaces constructibles, en piétinant souvent sur l'espace public.

Dans ce projet, un nouveau type de procédure a été mis en place. Les concepteurs ont pu donner leurs avis sur la programmation qui s'est vu évoluer d'un secteur de bureaux et de commerces à un secteur à usages mixés comprenant bureaux, activités commerciales et habitat.

Un très grand effort, initié par le gouvernement, a été fait sur la mise en place d'un dialogue entre les promoteurs et l'Etat. Ce dernier a vu ses multiples équipes, appartenant à des administrations différentes, se réunir en une seule équipe représentante. C'est avec cette équipe que les développeurs ont dû « négocier » les terrains et les règlements.

Les concepteurs ont ensuite mis en place des réunions qui rassemblaient les architectes-urbanistes, les promoteurs-développeurs, le gouvernement et les citoyens (représentés par les comités de quartiers). Ces parties, initialement opposées ou peu habituées au dialogue, ont pu en tirer profit ; l'Etat a obtenu un contrôle sur le secteur et les demandes des promoteurs ont été entendues.

Non seulement la conduite de projet s'est vue changée pendant ce projet expérimental avec une perpétuelle remise en question, mais c'est également la première fois qu'une équipe de conception suit le projet et veille à l'application des décisions initiales lors de la phase de réalisation du projet. Généralement, dans la pratique, les promoteurs restent les décideurs ultimes, en passant parfois outre les avis des concepteurs. Sur ce projet, la décision semble multipartite (la réalisation finale n'étant cependant pas encore concrétisée).

C'est enfin la première fois que trois outils de communication différents (sorte de cahiers des charges) sont édités, et séparent :

1. le projet d'ensemble

2. le règlement d'urbanisme
3. un cahier d'information pour les citoyens et les futurs habitants.

C'est suite à une volonté du gouvernement municipal de changer les méthodes de procédures de projet, qu'une telle méthode de travail et de concertation a pu être mise en place.

Toutefois, nos interlocuteurs acceptent que le résultat final de cette méthode ne soit pas totalement abouti mais ils espèrent que ce type d'expérimentations deviendra une pratique plus courante en Chine. Cette démarche est en effet beaucoup plus difficile à appliquer pour des projets d'enjeux moins conséquents. Ce projet proche de la nouvelle gare de Shanghai est d'une petite superficie (taille d'une ZAC française) et semble avoir bénéficié d'un temps exceptionnellement long de programmation et de conception (3 mois), au regard des échéances habituelles en Chine. Ce sont en fait les longs délais nécessaires à l'aboutissement du gigantesque chantier tout proche de la gare du sud qui ont été bénéfiques au projet.

Ces conditions font que la mise en place des procédures de concertation a été possible. C'est une opération remarquable, car la concertation a été directement instaurée sans passer par des expériences d'information et de consultation. La vitesse avec laquelle le gouvernement shanghaien assimile ces méthodes (qui essayent depuis longtemps de s'institutionnaliser en France) est étonnante et traduit le désir de les prolonger sur d'autres opérations d'urbanisme.

Il est intéressant de noter que le projet ne se réclame ni écologique ni du développement durable, mais il semble pour autant que les procédures mises en place pour son élaboration revêtent une certaine prise de conscience des problématiques environnementales et la nécessité d'une concertation, toutefois limitée à la sphère administrative et technique. Même si la municipalité de Shanghai et l'Etat doivent régler des problèmes en interne, on semble assister à une refonte des procédures d'élaboration des projets. Cette procédure montre malgré tout des difficultés d'application dans la plupart des projets urbains chinois.

3.3. Site Web sur la gouvernance - Municipalité de Shanghai (www.webofcity.com)

Interview de **He Cheng**, Directeur du centre de recherche et de développement de la ville de Shanghai et de **Gu Chenghua**, ingénieur en chef, centre de recherche et de développement de la ville de Shanghai

Le site internet développé par la municipalité de Shanghai a été créé en 2004. Il s'agit d'un site ressource permettant de proposer des expériences chinoises ou internationales relatives au développement et à la gestion des grandes villes. Outre mesure, l'enjeu de ce site est d'offrir aux responsables locaux chinois une source de réflexion et d'inspiration sur les notions de gouvernance et de développement durable. L'information est disponible en chinois mais est également traduit en anglais et le sera prochainement en français.

La création du site a été pilotée par la municipalité de Shanghai et son Centre de recherche et de développement, dont M. He Cheng est actuellement le directeur, mais l'initiative de la démarche revient à la Fondation pour le Progrès de l'Homme (FPH), présidée par M. Pierre Calame. En effet, la FPH est partenaire de cette opération et a proposée, en plus d'un appui financier, une méthode de réflexion sur le thème de développement des villes chinoises. Cette méthode a permis de dégager le contenu du site, tant sur le plan technique qu'intellectuel et humain ; le site devant exposer simplement différentes thématiques liées au développement contemporain des villes, offrir des informations d'actualité et vérifiées mais surtout être géré

régulièrement afin d'alimenter le contenu de manière pertinente. L'élaboration du site internet a également été soutenue par certaines entreprises chinoises.

Concrètement, *webofcity.com* s'adresse aux acteurs locaux des grandes villes chinoises qui cherchent une vision nouvelle et moderne du développement urbain. Les visiteurs ciblés sont principalement des acteurs municipaux mais le site est également apprécié par la sphère universitaire et de la recherche. En effet, le site est prévu pour fonctionner comme un espace de discussion et d'échange d'informations où les acteurs peuvent découvrir des expériences urbaines réalisées, principalement en Chine. L'amélioration future du site portera, en relation avec les bases de données de la FPH et de la mairie de Shanghai, à un apport plus conséquent d'expériences internationales. Enfin, le site, grâce au support internet, est accessible à la population, tant chinoise que mondiale. L'objectif d'une telle initiative, est, à terme, de toucher un large public afin de le sensibiliser au développement durable, au respect de l'environnement et à le faire participer à la vie de la cité.

Le site s'organise autour de six thématiques et, pour chacune d'elle, propose un système de définitions et d'exemples d'expériences urbaines promouvant une large participation d'acteurs et introductives de la notion du développement durable. Ces thématiques sont :

- Le management des villes modernes en Chine
- Le système d'écologie globale et le métabolisme urbain
- Le développement urbain durable
- La volonté nouvelle des politiques publiques d'urbanisme
- La gestion des sociétés urbaines
- La participation des ONG dans la gestion urbaine face à la globalisation
- La décision dans un monde globalisé

Sur le point précis du développement urbain durable, le site propose une définition, non pas d'une notion, mais d'un concept mettant en relation l'économie, le social, la culture, la technologie et l'environnement naturel. Toutefois, un ordre de priorité de ces domaines est donné avec, premièrement, l'utilisation durable des ressources naturelles et des champs de l'éco-environnement, deuxièmement l'appréciation d'une économie soutenable et enfin l'aspiration à un large progrès social.

Cette approche précise que le développement durable urbain appelle à une stratégie d'action de la part des acteurs des villes devant toutefois répondre aux enjeux de développement économique et social (de la Chine) tout en conciliant une bonne intégration des enjeux environnementaux. La question de l'économie est particulièrement prépondérante dans les textes proposés et montre que, malgré le constat d'une croissance économique et démographique rapide, il est essentiel de développer des moyens d'actions durables.

Néanmoins, le site ne propose pas une stratégie du développement durable mais offre surtout des clés de réflexions comme l'instauration d'un système d'indicateurs ou encore la nécessité de mesurer la biodiversité du système urbain. Les éléments d'information fournis doivent permettre aux acteurs d'incorporer ces axes dans leur propre méthode de gestion durable des villes.

Notre rencontre avec messieurs He Cheng et Gu Chenghua, nous a permis, tout d'abord, d'apprécier le site internet d'une manière générale. L'enjeu de l'opération nous a bien été présenté comme une volonté nouvelle de la mairie de Shanghai et de l'Etat d'engager des

réflexions sur la notion de développement urbain durable. Le système de définitions proposé ainsi que le recueil d'expériences sont avant tout un moyen d'aider les gestionnaires (actuels et futurs) des grandes agglomérations chinoises à la prise de décision.

Globalement, *webofcity.com* est un outil précieux qui doit permettre un développement « mesuré » des grandes agglomérations chinoises. Selon nos deux interlocuteurs, les enjeux du développement durable ne doivent pas compromettre ou inverser la tendance croissante de développement. L'opportunité est avant tout de réduire le rythme de la croissance urbaine ; fait que l'Etat chinois semble vouloir prendre en compte. Cependant, il est admis que ce « concept » peut être facilement réfléchi et amorcé par les pouvoirs publics mais très difficilement applicable. Le site internet a, en conséquence, la volonté de démocratiser l'idée afin de la rendre plus opérationnelle au regard des acteurs locaux. En ce sens, l'intérêt d'un tel site se place entre la réflexion théorique et l'approche technico-administrative.

Enfin, la discussion avec nos interlocuteurs a surtout porté sur la philosophie du développement durable, pris hors contexte du site internet. Il en ressort, pour eux, en plus de la définition "classique" de Rio, un « *concept* » qui appelle à une stratégie et à une volonté forte du gouvernement central. Il leur est essentiel que la marche à suivre (lois cadres, directives, normes,...) proviennent « d'en haut » ; ceci tenant à l'importance des moyens à mettre en place mais surtout au fait que l'Etat est le seul acteur à pouvoir les imposer aux acteurs locaux, promoteurs et usagers. Toutefois, cette exigence politique ne doit pas être un frein aux initiatives locales et doit laisser à l'échelle locale ses spécificités et ses méthodes de travail. Là encore, le site internet se place en lien entre la détermination de l'Etat et l'élaboration de stratégies locales durables et appropriées. La notion de gouvernance, telle qu'elle est présentée par le site internet et définie par nos interlocuteurs comme la recherche d'un échange entre l'Etat, les entreprises et le peuple, assure le rôle de « liant » entre les sphères politiques et techniques.

Conclusion: quel développement durable en Chine

A travers les entretiens que nous avons pu mener et les projets que nous avons visités sur place, il semble intéressant de voir que la notion de développement durable, dans le contexte chinois, répond à une diversité d'acteurs, de jeux de pouvoirs et d'orientations différentes. L'impulsion de mesures ou encore la création de structures de décisions émanant de l'Etat semblent être le reflet d'une volonté nouvelle de mieux considérer la phase de développement actuel du pays. La Chine, comme nous l'avons vu en introduction, est un pays qui se développe (peut-on d'ailleurs parler d'un PED au regard de la définition institutionnelle ?) et qui commence à montrer un intérêt pour les problématiques durables qui affectent son vaste territoire. Ces problématiques sont toutefois surtout ciblées sur la gestion de l'environnement et de l'énergie.

Parallèlement, on assiste de la part du monde universitaire, à un foisonnement de réflexions sur la notion. Il s'agit d'approches théoriques et la mise en place de méthodes de travail qui tranchent avec l'approche technico-administrative recherchée par l'Etat. Le travail des chercheurs, qui se placent également dans la sphère opérationnelle, privilégie une approche qui nourrit des expériences concrètes à partir des résultats des recherches menées.

Ces parcours parallèles de l'Etat et des chercheurs restaient, jusqu'il y a peu, dans deux directions éloignées ; toutefois, au regard de ce que nous avons observé, on peut penser qu'une certaine convergence est en train de se mettre en place.

Il est aussi important de noter que la place des acteurs privés de la construction est très influente. Les promoteurs placent leurs préoccupations avant tout dans la recherche de profit économique (on peut même dire que c'est la seule préoccupation apparente) et agissent souvent en tant que frein pour l'application concrète des réflexions durables.

Le rapport de forces entre les différents acteurs, jusqu'à maintenant agissant dans des espaces cloisonnés, a produit un grand nombre de projets urbains ne préférant pas des préoccupations durables. Les projets présentés ici, restent, cependant des expériences marginales, qu'il convient de confronter avec le grand nombre de projets urbains en cours de réalisation dans les grandes métropoles chinoises. Certains d'entre eux découlent de l'application des réflexions théoriques (projet à proximité de la gare de Shanghai) mais d'autres, par exemple Xinjiangwan, découlent d'une volonté de l'Etat de promouvoir une image environnementale sans pour autant se donner les moyens réels de la voir appliquer.

On peut dire que l'état de la pensée théorique est plus avancé que celui des réalisations concrètes. Dans le monde universitaire, le développement durable est une notion complexe qui relie plusieurs champs. Pour autant, dans les réalisations, certains de ces champs sont pris en compte et d'autres sont complètement délaissés. C'est pour cela qu'il nous semble que plusieurs points sont à retirer des entretiens que nous avons réalisés. Tout d'abord, on peut dire que les personnes rencontrées nous ont montré un savoir-faire ou des idées concrètes sur la notion de développement durable. Du point de vue des réflexions avancées, M. Zhang Renbiao ou encore M. Li Dexiang, nous ont présenté une approche globale des universitaires dans le domaine. La poursuite d'un fort développement semble évidente pour tous nos interlocuteurs ; les besoins actuels du pays l'obligent. La place de l'environnement dans la réflexion et les réalisations, semble, de fait, acquis par tous les acteurs que l'on a rencontrés, et prend même une place prépondérante. L'environnement est un levier principal pour la mise en place des approches durables dans le domaine de l'urbanisme mais, sa traduction, uniquement par la technique, mériterait d'être élargie. La transversalité des disciplines semble être un point essentiel à apporter au contexte chinois. Celle-ci doit permettre d'élargir le champ des compétences, qui restent jusqu'ici majoritairement portées sur les techniques et visions environnementalistes. Les domaines des sciences sociales et de l'économie ne sont pas encore intégrés et ne permettent pas aux méthodes appliquées aux projets urbains de s'orienter véritablement dans une logique durable.

Le patrimoine, se nourrissant de réflexions sociales et culturelles, a également été abordé par certains de nos interlocuteurs comme partie intégrante de politiques durables. C'est une approche originale au regard d'un pays qui n'a jamais eu pour coutume, dans sa longue histoire, de conserver son bâti. La réticence que le pays a montrée pendant plusieurs années à ne pas prendre en compte le patrimoine montre la difficulté de la primauté des enjeux économiques face aux enjeux sociaux et culturels. Et pourtant, à long terme, la prise en compte des problèmes sociaux devrait avoir une place nettement plus forte dans les politiques durables. Les questions des migrations des populations vers les villes et leur intégration dans les sociétés urbaines sont, par exemple, un problème qui s'ajoute aux inégalités sociales entre la frange littorale surpeuplée et la Chine intérieure. Ces relations complexes, qui mettent en système actant le monde urbain et le monde rural, interrogent obligatoirement la programmation et la réalisation de la ville.

A travers les projets étudiés, nous pouvons faire trois constats. Tout d'abord, un projet urbain comme la nouvelle ville de Xinjiangwan se réclamant officiellement du développement durable et de l'environnement ne nous a pas semblé répondre totalement à ces problématiques.

C'est pour autant une tentative du gouvernement de donner l'exemple et de sensibiliser les acteurs de la conception et la population sur ces problématiques. Xinjiangwan est, sans aucun doute, un projet contestable vu le résultat actuel. Cependant, cette démarche a le mérite d'exister et laisse supposer qu'elle aura, à l'avenir, un rôle incitateur pour la gestion « moderne » des villes.

En second plan, un projet tel que celui proche de la future gare Sud de Shanghai, ne se réclamant pas du développement durable, montre des avancées importantes en matière de prise en compte de la concertation entre acteurs et relativement moins une recherche environnementale. Le décloisonnement des secteurs d'action et le rééquilibrage des jeux d'acteurs sont omniprésents dans ce projet. Une remise en cause des échelles spatio-temporelles semble nécessaire suite à l'étude de ce projet. On peut effectivement interroger les échelles spatiales des projets urbains qui semblent beaucoup trop vastes pour l'application des procédures de concertation. Mais, ce sont avant tout les échelles temporelles qui sont à questionner. En effet les délais de programmation et de conception sont excessivement courts, cela ne permet ni une étude approfondie, ni une conception riche et surtout ne laisse aucune chance à la mise en place des procédures de concertation.

À cela, s'ajoute le problème de la participation citoyenne dans les projets urbains qui, faute d'un réel contexte démocratique, ne peut réellement voir le jour. La question de la prise en compte des citoyens dans l'élaboration des projets urbains reste donc ouverte même s'il faut noter que des moyens de communication comme l'utilisation d'internet commence à émerger.

En ce sens, le site internet développé par la municipalité de Shanghai est une expérience qui ouvre des portes vers une concertation élargie aux différents acteurs de l'urbanisme et au-delà. Par cet outil d'aide à la décision, la question est posée d'une nouvelle forme de gestion des villes chinoises. La place accordée au recueil d'expériences et à l'interactivité proposée par le système de forum va dans le sens de l'intégration de nouvelles problématiques. Celles-ci intéressent tant la gestion environnementale qu'une recherche de solutions durables aux préoccupations sociales et économiques. Là encore, on peut se poser la question de savoir si internet sera, ou non, un outil de convergence des réflexions entre les gestionnaires des villes, les chercheurs et les concepteurs. De même, cet outil semble être également un moyen, à plus ou moins long terme, de sensibilisation de la population ; internet pouvant se révéler efficace pour toucher une partie de la société. Globalement, il est évident que ce genre d'initiative permettra d'offrir de nouvelles méthodes de travail et, sans doute, de ne pas privilégier une approche technique au détriment d'une approche globale.

Pour conclure, il semble intéressant de dégager trois définitions du développement durable chinois, comme elles nous ont été présentées par nos interlocuteurs. La définition « classique » donnée par Mme Brundtland lors du Sommet de la Terre de Rio est revenue plusieurs fois dans les conversations, cela semble la démonstration d'un non-positionnement sur le sujet, venant principalement de la part des acteurs étatiques. Une définition beaucoup plus contextuelle à la Chine et donc pas très éloignée de la réalité, est celle qui présente le développement durable dans ce pays comme un développement « qui dure », soit une croissance qui ne cesse pas. Cette vision traduit l'apparente nécessité d'une croissance constante privilégiant l'économie mais pouvant inclure des préoccupations environnementales et sociales. C'est une définition provocatrice, non pas seulement du développement durable mais surtout du développement chinois en général. Selon nos constatations sur place, une troisième définition qui nous a semblé incontournable est celle mettant l'approche technico-environnementale au centre du débat. On ne peut pas encore se prononcer sur cette définition

éventuelle car elle peut représenter soit une première étape de la réflexion (portée principalement par le gouvernement chinois) soit une position affirmée de privilégier la technique et l'environnement au centre des politiques durables.

La Chine peut-elle encore être considérée comme un pays en voie de développement ? C'est vraisemblablement un pays en développement *rapide* qui cherche à atteindre un niveau de croissance qui n'est pas encore définie, et qu'il ne connaît lui-même. En attendant ce stade de développement, la Chine pourra-t-elle suivre la voie d'un développement durable, tout en gardant le même rythme de croissance en termes d'urbanisation ? La réponse pourra sans doute être positive si la Chine étend les réflexions sur le développement durable à plus de projets. En acceptant cette éventualité, les politiques durables devront chercher avant tout à concilier, par le biais de la concertation et de la transversalité des champs de compétences, les réflexions théoriques et leurs applications opérationnelles dans la gestion future des villes.